

LE TEST D'ALÈS

(Suite de la page 1)

de prendre la relève du gaullisme, ils le mettent au défi de prendre immédiatement la responsabilité d'une crise gouvernementale, qui pourrait être catastrophique à quelques mois de la mise en fonctionnement du Marché commun et au moment où les mesures économiques et sociales du pouvoir ne sont pas particulièrement populaires. A juste titre, les gaullistes « inconditionnels » escomptent la peur des giscardiens devant une telle responsabilité, et leur discrédit conséquent pour l'avenir. Toutefois, la violence des appels à la discipline et des réponses faites au discours de Giscard révèle l'acuité de la crise qui commence à se développer dans la majorité gaulliste.

Mais si graves que soient les difficultés du gaullisme, la tâche est rendue plus facile à ses dirigeants grâce à l'impuissance de l'opposition dite de gauche. Une semaine après le discours présidentiel, Mitterrand apporte une réponse : quelques pleurs sur le parlementarisme perdu ; une atténuation de son propre atlantisme auquel il tente de substituer un européanisme assez obscur (une Europe qui ne doit pas être celle des technocrates ni celle des cartels) ; quelques molles dénégations des ordonnances ; et enfin la constatation de la précarité des rapports de la Fédération avec le PCF. En somme, une réponse qui ne permet pas de distinguer des différences fondamentales entre l'opposition de sa majesté et le parti du monarque.

Une certaine effervescence règne cependant dans les rangs de la gauche à mesure que se rapproche la date des élections cantonales, auxquelles sert de test l'élection municipale d'Alès : la SFIO a fait bloc avec le MRP, le PCF a trouvé des alliés dans les rangs du PSU et parmi des « personnalités républicaines ». Comme à chaque consultation, l'« unité » est remise en cause : la direction du PCF estime que son accord avec la FGDS, qui avait précédé la campagne des législatives, est une base à partir de laquelle doivent être préparées les prochaines élections. Mais la FGDS rappelle que cet accord n'avait de valeur qu'au moment des législatives et qu'il ne saurait être appliqué automatiquement à l'occasion de toutes les consultations. Ainsi la FGDS a-t-elle pris la défense des candidats SFIO d'Alès. Ces tiraillements sont intéressants, car Waldeck Rochet, au cours de sa conférence de presse le 6 septembre, déclarait que le comportement du PCF aux cantonales dépendrait pour une part de celui de la SFIO à Alès ; ce qu'espérait le secrétaire général du PCF, c'était le désistement du bloc SFIO-MRP en cas de ballottage de la liste communiste au premier tour à Alès. Mais ce qui s'est produit, c'est l'inattendu, la victoire de la liste PCF-PSU au premier tour. Dure leçon pour les combinards de la SFIO et leurs supporters, mais trop grande victoire, peut-être, au goût du PCF lui-même, qui voit là contredit son argument éternel selon lequel ce sont les masses « arriérées » qui l'obligent à l'opportunisme électoral.

C'était pourtant dans le but triple de donner une base à tout prix à l'unité avec la FGDS, de répondre au mécontentement né des ordonnances gouvernementales et, enfin, de calmer quelques impatiences dans les rangs de son parti que Waldeck Rochet présentait à sa conférence de presse une bouillie pour chats dans laquelle il mélangeait tous les problèmes. Sur le Vietnam, il a renouvelé son soutien formel aux quatre points de Hanoï et aux cinq points du FNL ; ainsi espérait-il répondre aux impatiences. A propos des ordonnances, il a salué le réalisme des fédérés et rappelé les revendications d'une élévation du pouvoir d'achat (ce qui impliquera probablement des luttes par entreprise) et de la réduction du temps de travail ; ainsi abonde-t-il dans le sens du mécontentement populaire. Quant au Marché commun et à la paix, il voit cela sous la forme d'une collaboration entre les pays d'Europe, quelle que soit la nature de classe de leur Etat. En cours de route, il a fermé les yeux sur ses divergences avec la FGDS à propos de l'OTAN, et surtout à propos des institutions : Waldeck Rochet accepte l'idée d'un amendement de l'actuelle constitution.

Ce discours a révélé, s'il en est encore besoin, que l'opposition n'est pas du tout disposée à entreprendre une lutte décisive contre le gaullisme. Néanmoins, le mécontentement existe ;

existe également une sourde inquiétude devant la menace d'une extension de l'escalade américaine au Vietnam. La direction du PCF n'apporte à tout cela aucune réponse satisfaisante. Mais nul doute que des luttes et des manifestations auront lieu qui vont encore réduire la marge de manœuvre des bureaucraties ouvrières.

La première façon de réduire la possibilité des dirigeants du PCF d'ignorer le mécontentement ouvrier et de porter un coup — limité certes — au camp gaulliste, est de soutenir les candidats communistes aux élections cantonales ; un vote massif en faveur des candidats ouvriers, comme à Alès, ne manquera pas de révéler que la classe est prête à se mobiliser politiquement et qu'elle attend des dirigeants du PCF ou de la CGT autre chose que des discours de politiciens. Dans l'immédiat, il y a deux points sensibles sur lesquels la direction du PCF va devoir faire quelque chose ou se déjuger encore un peu plus : ce sont les ordonnances qui impliquent des luttes contre l'ensemble de la politique économique et sociale du régime, et le Vietnam qui attend une aide politique et matérielle bien supérieure à celle qui lui a été fournie jusqu'à maintenant par les partisans des accords de Genève et de la coexistence pacifique.

Antoine VALLON.

TRANSPORTS PUBLICS

Dans le même temps que notre gouvernement annonçait son intention d'augmenter les tarifs des transports publics, celui de Cuba décidait de diminuer les prix des siens de 40 %.

Alors qu'en France on a sorti de nouveaux billets du fait des augmentations de tarifs, à La Havane on a mis au point un nouveau système de paiement dans les omnibus qui permettra une économie de 213 tonnes de papier lequel sera destiné à l'édition de livres.

Les receveurs qui perdront leur emploi, « réaliseront d'autres travaux liés directement à la production sans que leur salaire soit affecté ». ...C'est à Cuba !

LIVRES : Une histoire qui reste à écrire... celle de la C.G.T.

Deux livres viennent d'être édités qui tous deux veulent être une contribution à l'élaboration d'une histoire de la CGT. Au moment où il quitte le poste de secrétaire général de sa Centrale, Frachon a le plaisir de signer *Au rythme des jours*, publié par les Editions Sociales. Il s'agit d'un recueil de ses écrits et discours au cours de la période 1944-1954. Quant à la CGT, elle réédite, complétée en enrichie, *Esquisse d'une histoire de la CGT* de Jean Bruhat et Marc Piolot.

AU RYTHME D'UN RECUL

Le premier de ces ouvrages nous fait revivre (ou vivre) la période du « Produre d'abord » au début de laquelle Frachon propose un véritable plan de redressement de notre économie, par « la mise en valeur de nos richesses économiques et industrielles ». Redressement et mise en valeur doivent être réalisés grâce à « la collaboration du peuple tout entier » c'est-à-dire les oligarchies et leurs « intérêts de caste » d'une part, et la classe ouvrière d'autre part. Cette collaboration s'exerce dans le cadre d'une division de travail entre ceux qui accumulent rapidement les profits et ceux auxquels la CGT demande de travailler « avec ardeur et abnégation » (appel du 27 mars 1945) ; de ces derniers, Frachon affirme qu'ils « n'ont jamais hésité à faire des heures supplémentaires lorsqu'il était démontré qu'elles étaient nécessaires » (page 44). Quant à envisager un contrôle ouvrier sur la production, il n'en est pas question puisque, pour Frachon et toute la direction confédérale, « la CGT ne demande pas que les syndicats se substituent aux directions d'entreprises. La responsabilité de la marche de l'entreprise reste à sa direction » (page 78). C'est pourtant l'époque où les ouvriers lyonnais envoient en prison monsieur Berliet, où les milices patriotiques ont les armes, où bon nombre de patrons ont pris la fuite dès l'arrivée des forces américaines en France et surtout dès que les FTP sortent des maquis.

La loi Neuwirth va-t-elle tuer le Planning Familial ?

L'accord donné par le Conseil des ministres à la proposition Neuwirth sur la contraception fut précédé de peu par la démission de Mme Lagroua Weill Hallé de son poste de présidente du Mouvement français du Planning familial (MFPF), à l'occasion du IV^e congrès de cette organisation. C'est précisément l'imminence de l'adoption du projet qui servit de justification à cette démission.

La fondatrice du Planning estime en effet que la mission du mouvement est accomplie, qu'il a obtenu satisfaction, et que maintenant la contraception devient l'affaire des techniciens. Dans une certaine mesure Mme Weill Hallé n'a pas tort. Le MFPF ne s'étant fixé comme objectif que la reconnaissance du droit à l'usage des contraceptifs, et cet objectif étant atteint, son existence ne semble plus devoir se justifier. Seuls doivent s'intéresser à la question les médecins généralistes ou gynécologues qui, le plus souvent, avouent n'avoir reçu aucune formation dans le domaine particulier de la contraception.

Le départ de Mme Weill Hallé risque d'avoir de graves conséquences pour le mouvement, d'autant que se déroulent, dans les sphères dirigeantes, des débats assez vifs entre les tendances les plus diverses : le mouvement « Jeunes femmes » (protestant), le Mouvement démocratique féminin (Mitterrand), les éléments venant des loges maçonniques et enfin des notabilités régionales. Un point commun à ces divers courants est toutefois la volonté de maintenir en vie le MFPF ; mais autre point d'accord, négatif celui-là, est que tous considèrent plus ou moins la proposition Neuwirth comme une fin. Les divergences tiennent essentiellement à savoir si le MFPF s'intégrera à quelque commission dépendant du ministère de la Santé ou s'il gardera une totale indépendance à l'égard de l'Etat. Enfin, les conflits au sein de la direction de ce mouvement se ramènent souvent à des luttes d'influence, chacun travaillant pour sa chapelle.

Le problème-clé est de savoir si l'on doit considérer la proposition Neuwirth comme une fin. Sur ce point, on remarquera d'abord qu'elle n'apporte qu'une modification partielle à la loi de 1920. Tout ce qui concerne l'avortement reste

intact, en sorte que le recours, dans les meilleures conditions, à cette mesure, est réservé aux femmes disposant de revenus élevés. Les autres, elles, continueront à n'utiliser que les moyens les plus médiocres, et à risquer la prison ou la mort lorsque les choses tournent mal. Sur ce point, et quelles que soient les règles énoncées par la morale officielle, un combat est à engager.

Le Planning est donc menacé de disparition et, par suite, il y a un risque de voir se disperser les 100.000 adhérentes qui constituent ce mouvement. Or, il s'agit de femmes qui ont franchi un cap ; elles sont arrivées à un niveau de conscience non seulement de leur propre condition, mais aussi de la possibilité de remédier à cette condition en s'organisant pour revendiquer. En ce sens le Planning familial est un acquis qu'il ne faut pas laisser perdre. Certes, les adhérentes de ce mouvement ne sont pas encore prêtes à créer un mouvement féminin d'émancipation. Le Planning n'a pas été créé avec cet objectif. Mais il reste tout de même que se pose le problème d'organiser les femmes pour leurs revendications spécifiques, d'autant qu'en ce domaine les organisations de dames patronesses (UFF, Mouvement Jeunes Femmes) ont presque totalement échoué. Il s'agit donc, partant de l'acquis (un mouvement de 100.000 femmes qui a remporté un succès), de trouver les voies permettant d'arriver à une organisation large qui prendrait en charge l'ensemble des revendications féminines. Cela implique que, dans le cadre du MFPF, de nouveaux objectifs soient proposés : notamment que les produits contraceptifs fassent l'objet d'un remboursement de la Sécurité sociale, que soient supprimées les restrictions mises à la loi sur la contraception concernant les mineures, que soit enfin reconnu le droit à l'avortement. Il ne serait pas absurde que le MFPF, qui s'intitulait autrefois « la Maternité heureuse », impulse une lutte sous les formes les plus diverses pour que des crèches soient construites.

C'est au travers de pressions et de luttes sur des objectifs toujours plus élevés qu'enfin un mouvement féminin d'émancipation apparaîtra comme une nécessité à un nombre de plus en plus grand de femmes.

FANTINE.

par chemin de fer ; en faire état serait évidemment critiquer la fédération des cheminots, voire même la direction confédérale. La légèreté des coups de plume de Bruhat et Piolot confine à la falsification des faits lorsqu'ils parlent de la reprise du travail chez les mineurs : nos « historiens » n'ont pas oublié ce qui fut acquis après un mois de lutte, mais ils ne se souviennent pas, semble-t-il, des réactions violentes contre la décision de reprise du travail prise bureaucratiquement sans consultation des grévistes. Les principales victimes de ces réactions furent, comme par hasard, des délégués CGT.

Le livre se termine sur le 35^e Congrès de la CGT en mai 1965. Curieusement, les auteurs oublient de mentionner les grèves de cette époque chez Berliet et Peugeot, deux grandes grèves qui se terminèrent par un échec ; mais peut-être nous réservent-ils cela pour une troisième édition « enrichie » qui sortira lorsque la majorité des militants syndicalistes aura oublié les faits.

...ET UNE APOLOGIE

Mais si les coups de plume sont légers lorsqu'il s'agit de parler des événements, ils deviennent très lourds lorsqu'ils traitent un portrait avantageux de la direction confédérale. En sorte que nous avons un table inachevé : d'une part le tracé imprécis (l'esquisse) des événements, et d'autre part le tracé en traits épais d'un éloge des bureaucrates.

Le tableau complet, l'histoire de la CGT reste à écrire et ne saurait être l'œuvre d'hommes mettant résolument leur plume au service de ceux qui ont intérêt à taire la vérité. Il est d'ailleurs probable qu'une véritable histoire de la CGT ne pourra être écrite qu'après la liquidation de la bureaucratie ouvrière et sera en partie un résumé du procès instruit par les travailleurs contre ceux qui les ont trop longtemps conduit dans les impasses.

Antoine VALLON.